

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

HEBDO

#1
18-24
OCTOBRE
2010

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

prix libre

RETRAITES :

C'EST POSSIBLE DE GAGNER...



MAINTENANT PAR LA

GRÈVE GÉNÉRALE

BLOQUONS LE PAYS !



Dans la jeunesse, généraliser, massifier, structurer la grève !

La blague de la semaine nous vient de Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'enseignement supérieur, qui nous dit qu'il « ne faut pas que les lycéens sèchent les cours à une semaine des examens de la Toussaint ».

Un nouvel examen ? Ou la preuve que la droite est vraiment à court d'arguments ? En tous cas, il faudra un peu plus que des sessions imaginaires pour faire taire la contestation dans la jeunesse !

Toujours en phase ascendante

Depuis le 7 octobre, chaque journée est marquée par les manifestations de milliers de lycéens dans toute la France, avec jusqu'à 10 000 lycéens dans les rues de Rennes jeudi 14, 5 000 à Reims vendredi 15, et plus de 700 lycées mobilisés toute la semaine...

Dans les facs, c'est - une nouvelle fois ! - Rennes 2 qui a donné le coup d'envoi du blocage avec une AG à 1500 mardi 12, puis à 3000 jeudi. À l'heure où nous écrivons ces lignes, huit facs sont en grève, avec ou sans blocage. On peut penser que la mobilisation va faire tache d'huile cette semaine.

La répression s'accroît

Sarko qui voulait surveiller les lycéens et les étudiants « comme le lait sur le feu », a prévu la riposte. Une répression policière très dure s'abat dans les lycées, surtout ceux des quartiers populaires. Plus de 300 lycéens ont été arrêtés la semaine dernière. La police est intervenue pour débloquent des établissements, n'hésitant pas à utiliser gaz lacrymogènes, matraques et flash-balls, comme à Montreuil (93), où un élève de 16 ans du lycée Jean Jaurès est grièvement blessé.

Le rôle de la jeunesse

La seule réponse que la jeunesse peut apporter est de se mobiliser plus encore et de se structurer. Il faut organiser des assemblées générales, des coordinations locales, régionales et nationales, tisser des liens avec les autres secteurs... Et surtout ne pas se laisser diviser entre de prétendus « bons manifestants » et « méchants casseurs »...

Seul le blocage de l'économie et du pays permettra de faire plier une bonne fois pour toutes le gouvernement. Grèves dans les transports, des routiers, arrêt des raffineries... Bientôt, ce blocage sera effectif. Mais pour ça, il faut que les secteurs en reconductible ne se sentent pas isolés. Et c'est le rôle de la jeunesse que de les rejoindre !

Cette semaine est décisive dans les lycées pour passer les vacances et dans les facs pour franchir un cap et prendre le relais. Contrairement aux nombreux salariés en grève reconductible, les jeunes scolarisés ne perdent pas d'argent en cessant d'aller en cours. Les jours qui viennent doivent donc servir à renforcer la mobilisation, en convainquant plus de jeunes qu'il est possible de gagner. Pour cela, il faut effectivement dégager du temps, et donc briser la routine quotidienne en votant la grève !

Contre le racisme d'État, une politique de classe !



Photothèque Rouge/MB

taine manière, car il a réussi, par ce stratagème de dissimulation, à contaminer une large partie de la société et jusqu'aux organisations de gauche.

Comme dans les années 30, on voit se recréer tout un ensemble de mythes, un imaginaire dans lequel la France est envahie par des femmes en burqa et des barbus qui remettent en question l'identité française et les valeurs de la « République » avec leurs mœurs soi-disant archaïques et anti-démocratiques, des sans-papiers arrivant par milliers sur des bateaux de fortune pour voler les emplois des français de souche ou encore des Roms sales et profiteurs roulant dans des Mercedes volées.

Ces différents bouc-émissaires correspondent à différents besoins de la classe au pouvoir : nier les droits des sans-papiers permet de mieux les exploiter et de faire accepter, par la suite, une régression progressive des droits de tous les travailleurs. L'islamophobie, quant à elle, permet de désigner à la fois un ennemi intérieur pour diviser les travailleurs et un ennemi extérieur afin de justifier les guerres au Moyen-Orient ainsi que les politiques sécuritaires contre « la menace terroriste ». Enfin les attaques contre les Roms s'inscrivent dans la logique de défense d'un État national fort et identitaire mis à mal par le droit de circulation des Roms au sein de l'Union Européenne.

Soyons clairs, accepter ce discours et cette politique raciste c'est accepter ce qui va avec : mesures d'austérité, baisse des salaires, temps partiels et intérim imposés, heures sup' non payées, plans sociaux, etc. Les refuser c'est dire aux capitalistes : « Nous ne payerons pas votre crise » et se donner les moyens de virer les racistes et de défendre nos droits, toutes et tous ensemble, en choisissant la voie de la résistance.

Cette année la rentrée sociale a été particulièrement offensive : par leur participation massive aux journées d'actions du 4 et du 7 septembre les jeunes et les travailleurs ont emprunté la seule voie qui permettra d'éviter à la majorité de la population de payer la crise : celle de la résistance sociale contre l'ensemble de la politique du gouvernement. Face à la politique de classe du gouvernement, affirmons la solidarité internationale de notre camp social et faisons-leur payer leur crise !

Goulven (Saint-Denis)

« Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes. » c'est pour ces mots que le ministre de l'intérieur français vient d'être condamné par le tribunal de grande instance de Paris. Une telle sanction à l'égard d'un ministre en exercice illustre l'ampleur qu'a prise ces derniers mois la vague raciste qui déferle sur l'Europe depuis quelques années déjà.

En effet, dans un contexte où le racisme d'État est déjà devenu une banalité depuis plusieurs années on assiste ces derniers mois à une offensive d'une ampleur nouvelle de la part du gouvernement. Si lors de son passage au ministère de l'intérieur, Sarkozy avait donné le ton, la politique du candidat au « kärcher » n'est cependant pas une exception à l'échelle européenne : centres de rétention et d'enfermement en Grèce, en Italie et en France, lois sur le voile islamique en France et en Belgique, référendum contre les minarets en Suisse, expulsions massives de Roms et de sans-papiers... Tout cela ressemble trop au début des années 30 pour ne pas se rappeler comment elles se sont terminées.

La raison de cet air de déjà-vu avec la période la plus sombre du XXème siècle est en effet simple : de-même qu'en 1929, 2009 a vu l'explosion d'une crise du système capitaliste. Ces politiques en sont une conséquence directe : pour les dirigeants européens il s'agit d'une part de résoudre la crise de légitimité qu'ils

subissent et d'autre part de favoriser une politique étrangère agressive en développant le nationalisme.

Dans cette logique le racisme est un outil privilégié qui remplit deux objectifs : Diviser les jeunes et les travailleurs pour freiner les tentatives de résistance Regrouper une partie des couches populaires et des catégories intermédiaires autour d'une « identité nationale » mythique.

Car la crise ne signifie pas seulement l'aggravation de la guerre de classes entre les prolétaires et les capitalistes mais également l'intensification de la guerre que se mènent les capitalistes entre eux. Cette guerre les pousse à tenter de créer des « blocs nationaux » en combinant la revendication d'une identité nationale et la désignation de l'étranger comme un danger pour celle-ci. Afin d'y parvenir, tout en maintenant l'illusion de démocraties soucieuses du respect des « valeurs occidentales », la classe au pouvoir ainsi qu'une partie des groupes d'extrême droite ont fait passer leurs discours racistes par le prétexte du statut juridique des étrangers (sans-papiers) ou de « différences culturelles » (telle que la religion).

Ce « nouveau racisme » sous un couvert culturel cache difficilement sa véritable nature et l'on voit régulièrement ressurgir les vieux clichés raciaux contre les noirs, les arabes ou les Roms. Mais il est plus dangereux d'une cer-

La Sécu, un laboratoire du socialisme ?

La Sécurité sociale est le fruit du mouvement ouvrier. Le principe est simple : les travailleurs reversent une partie de leur salaire dans un pot commun, et cet argent est

et c'est à eux de le gérer en éliminant directement la direction de la Sécu.

Tout est à nous !

Contrairement à ce que disent la droite et le patronat, mais aussi certains courants politiques « de gauche » perméables à cette propagande, les « cotisations patronales » et les « charges sociales » n'existent pas ! Il n'y a que le salaire des travailleurs, qu'ils choisissent de socialiser par solidarité. La Sécu n'a rien à voir avec l'État et l'impôt. C'est le pot commun des salariés. Eux-seuls devraient décider de son utilisation. Mais dès le début, la bourgeoisie cherche à rogner sur cet acquis. De Gaulle fait entrer le patronat dans la gestion de la Sécu en 1945 à hauteur de 25%. En 1967, ils passent à 50%. Les représentants des travailleurs

ne sont plus élus, mais désignés par l'État. Et les gouvernements commencent à se mêler de son fonctionnement, en légiférant sur le remboursement des médicaments ou sur l'âge de départ à la retraite.

Rien n'est à eux !

Depuis, les attaques se sont multipliées. De 37,5 années de cotisation, on est passé à 40 dans le privé en 1993, puis dans le public en 2003 et enfin dans les secteurs ayant des régimes spéciaux en 2007. Le montant n'est plus calculé sur les dix meilleures années, mais sur vingt-cinq... Aujourd'hui, nous luttons pour repousser une attaque. Le retrait de la réforme est donc la priorité. Mais nous devons garder l'objectif de reprendre ce qui nous a été volé. Pour financer les retraites,

contrairement à ce que disent certains courants politiques, il ne faut pas taxer les profits ou le capital. Nous ne sommes pas contre, bien au contraire. Mais pour financer d'autres choses (Éducation, transports, emplois publics...) ! La Sécu doit redevenir la propriété des travailleurs, et elle doit donc être financée exclusivement par leurs cotisations.

Plutôt que de taxer, et donc d'en passer par un État qui n'a jamais été au service des travailleurs, nous revendiquons l'augmentation des salaires, et l'expulsion du patronat de la gestion de la Sécu. C'est à ceux qui produisent les richesses de décider de leur utilisation, du temps de cotisation, de l'âge de départ, etc. Ni à l'État, ni aux patrons !

JB (92nord)



Pour gagner, c'est maintenant !

En grève jusqu'au retrait!

Tout le monde s'en rend bien compte : quelque chose se passe aujourd'hui en France. La situation politique s'accélère, le ras-le-bol de la majorité de la population commence de plus en plus à s'exprimer sur le terrain de la lutte sociale, la réforme des retraites venant cristalliser cette colère. En face, le pouvoir est bien décidé à ne pas céder. Bref, la lutte des classes s'intensifie.

Ce qui rend la situation particulière

Nous pouvons gagner la réforme des retraites ! Et c'est là un élément déterminant de la situation qui donne confiance, largement, pour se lancer dans la bataille. Et dans le même temps, ce qui rend la victoire crédible, c'est bien l'ampleur de la mobilisation. Les manifestations très massives sont de vraies démonstrations de force des jeunes et des salariés. La hausse quasi-constante du nombre de manifestants montre un ancrage profond du mouvement et une détermination à ne pas lâcher. Plusieurs secteurs importants du monde du travail sont en grève reconductible : les transports, les raffineries, les ports, l'énergie, l'Éducation nationale... Et la jeunesse a surgi sur le devant de la scène. C'est donc un mouvement de l'ensemble des secteurs de la société qui est en cours. Une lutte commune pour des objectifs communs, ceci n'excluant pas, au contraire, la poursuite de revendications propres à chacun. Et c'est le produit de tous ces éléments qui rend la situation si particulière, qui fait que c'est maintenant qu'il faut mettre toutes les forces dans la bataille.

Ce qu'il faut pour gagner

La victoire est possible mais pas automatique. Si Sarkozy refuse pour l'instant de retirer sa réforme c'est parce qu'il reçoit ses ordres directement du MEDEF et que la pression est forte de ce côté. Pour gagner, il faudra donc inverser le rapport de force par un affrontement massif et généralisé avec le pouvoir. Il faut affirmer que c'est la rue qui gouverne ! Se fixer comme objectif la grève générale n'est donc pas jouer le « monsieur plus » du mouvement. C'est au contraire construire la seule riposte crédible face à un gouvernement mandaté pour nous faire violemment payer la crise.

AG et coordinations : construire l'auto-organisation

Chez les travailleurs comme chez les jeunes scolarisés, il existe une multitude de structures syndicales. Et même en les additionnant, elles sont loin de représenter la majorité de leur milieu. Les patrons, eux, sont plus unis, avec une seule organisation, le MEDEF.

Unifier notre camp

En période de mobilisation, les assemblées générales et les coordinations (locales, régionales ou nationales) sont donc un moyen d'unifier tout le monde, syndiqués ou non, et quelle que soit l'organisation. Être aussi bien structurés que le patronat est un enjeu de taille !

Contrôler les directions

Mais les AG sont aussi le moyen le plus démocratique de contrôler la lutte. Les directions syndicales ne représentent pas tous les travailleurs, tous les étudiants ou tous les lycéens. Elles sont élues par une minorité d'entre eux. Elles sont très exposées à l'intégra-

tion à l'État. Les permanents syndicaux ne sont plus, par définition, des travailleurs comme les autres. Ils ne croisent pas des collègues tous les matins, mais ils rencontrent régulièrement des représentants de l'État. Parfois, ils en viennent à penser que leur intérêt matériel et l'intérêt de leur appareil syndical est primordial pour défendre leur camp social. Il ne faudrait pas que les mobilisations aillent trop loin, car cela remettrait en cause leur capacité à négocier et à renforcer leur organisation. C'est pour ça que les directions de l'UNEF ou de l'UNL, comme celle de la CGT, s'opposent à ce qu'il y ait des cortèges inter-syndicaux dans les manifs, des AG décisionnelles, des comités de mobilisation élus, des coordinations nationales avec un pouvoir de décision, des comités de coordination, etc.

Poser les bases d'une autre société

Pour les anticapitalistes, les structures d'auto-organisation revêtent un caractère politique supplémentaire. Notre

Une des forces de la mobilisation en cours est la jonction entre les différents secteurs en lutte qui s'opère. Un peu partout, les actions interprofessionnelles regroupent cheminots, lycéens, étudiants, dockers, etc. C'est un point d'appui pour construire des cadres collectifs d'organisation et de centralisation de la grève comme des assemblées générales interprofessionnelles. À Lille par exemple, ce type d'AG regroupant tous les secteurs en lutte se tient tous les soirs.

Une autre force du mouvement est son caractère très massif. Beaucoup de gens sont prêts à se mobiliser ou trouvent légitime de le faire. Il faut toujours chercher à élargir la mobilisation en impliquant le maximum de monde dans la construction quotidienne de la grève. C'est pour cela que la grève reconductible est une nécessité. Car elle permet de collectivement dégager du temps en sortant de la routine habituelle. La grève est collective par excellence ! Elle doit être la plus massive possible.

Pour cela, il est nécessaire de nous doter de cadres d'auto-organisation. Les assemblées générales, les comités de mobilisation ou encore les coordinations nationales permettent que ce soient les grévistes eux-mêmes qui, à tous les niveaux, contrôlent tous les aspects de la lutte.

Damien (Lille)



projet de société, c'est la démocratie socialiste : que ceux qui produisent les richesses soient aussi ceux qui décident du fonctionnement de la société, non pas en élisant des représentants qui feront ce qu'ils voudront pendant cinq ans, mais en décidant de tout et en ayant le pouvoir de révoquer les élus qui ne font pas bien leur travail.

Les délégués dans les coordinations doivent donc être représentatifs de la diversité des AG, pour intégrer toutes les composantes du mouvement et avoir des mandats libres (et non « impératifs ») pour prendre des décisions aussi rapidement que les directions syndicales (réagir à des annonces, être les interlocuteurs des médias, de l'État, des autres secteurs en lutte).

JB (92nord)



Pourquoi les jeunes doivent-ils se mobiliser ?

Depuis plusieurs semaines maintenant, la mobilisation monte. Avec le début de grèves reconductibles, la pénurie d'essence qui menace, la possibilité de blocage des transports et les routiers qui entrent dans la danse, faire céder ce gouvernement devient vraiment crédible. Même s'ils n'ont pas la possibilité de bloquer eux-mêmes l'économie, l'entrée des jeunes dans la mobilisation est un des éléments qui inquiète le plus le gouvernement.

La mobilisation de la jeunesse fait peur à la classe dirigeante parce qu'elle est souvent massive, spontanée, radicale et peu contrôlable.

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas connu les défaites des luttes du passé, ils sont donc moins touchés par la démoralisation qui peut affecter une partie des salariés qui se sont déjà battus et qui n'avaient pas forcément gagné. Les jeunes ont un entrain et une envie d'en découdre toute particulière.

La radicalité de la jeunesse vient aussi du fait que les jeunes ont toute leur vie à construire dans cette société. Aujourd'hui, ils comprennent bien que cette société ne leur offre aucun avenir. Ils n'ont donc rien à perdre à un renversement de société. La classe dirigeante craint ces mobilisations qui n'ont rien à perdre et qui peuvent rapidement appeler à dégager le gouvernement.

Les contraintes matérielles sont aussi moins fortes sur la jeunesse scolarisée. Lorsque les lycéens ou les étudiants se mettent en grève, ils ne perdent pas de salaires. C'est bien cette pression des salaires qui pèse le plus sur la capacité des travailleurs à se mettre en grève reconductible. Il est beaucoup plus facile pour les jeunes scolarisés de se mettre en grève reconductible. La mobilisation des lycéens consiste à faire cesser les cours et à manifester tous les jours dans les différentes villes de France. Cette mobilisation quotidienne et ce déferlement de lycéens dans les rues contribuent clairement à faire changer le climat social.

La majorité des salariés sait bien que la jeunesse a cette capacité de faire peur au gouvernement. C'est pour ça que les travailleurs ont exprimé une attente forte que les jeunes entrent dans la bataille. Voir les jeunes en grève et en manifestation redonne clairement confiance à toute une partie des salariés. Ils se disent qu'ils ne se battent pas pour rien puisque la relève est là et qu'elle se battra pour conserver les acquis des luttes. La jeunesse insufflé son énergie à l'ensemble des salariés.

C'est la raison pour laquelle la mobilisation des jeunes est déterminante pour faire céder le gouvernement. Il faut encore l'étendre. Tous les lycées et toutes les facs doivent être en grève. Il faut qu'un maximum de jeunes participent aux manifestations pour montrer leur nombre et leur détermination. Il faut aussi développer les contacts militants entre les jeunes et les reste des salariés pour insuffler cette énergie et cette confiance.

La jeunesse est la flamme de la révolution. À nous aujourd'hui de le démontrer !

Juliette (92nord)

De la RÉFORME DES RETRAITES au PLAN DE RIGUEUR :

ILS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LA CRISE ! RENVERSONS LE CAPITALISME !

L'attaque contre les retraites s'inscrit dans un plan d'austérité qui vise à faire payer la facture de la crise aux classes populaires. Fillon a annoncé la rigueur budgétaire à venir. Un rapport vient donc d'être remis au gouvernement par Jacques Attali. La violence sociale des mesures préconisées est révélatrice de la volonté de la classe dirigeante de nous enfoncer la tête sous l'eau.

Le rapport Attali... Ou les miettes qu'ils nous laisseront pour survivre !

Les objectifs affichés sont de retrouver la croissance, de réduire les déficits, d'assainir les finances publiques... Traduction : toujours plus d'attaques et de mauvais coups pour la majorité de la population. Le rapport Attali est emblématique d'un plan de rigueur particulièrement drastique : gel du salaire des fonctionnaires sur trois ans, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans les collectivités territoriales, mise sous conditions des allocations familiales... Mais la liste des mesures préconisées ne s'arrête pas là. Les capitalistes veulent faire payer même les malades, puisque le rapport propose le déremboursement de médicaments et la mise à contribution financière des malades de longues durées... Comme les victimes de cancer ou de diabète ! Ils sont prêts à tout, même à se moquer ouvertement de la dignité humaine ! Une hausse de la TVA est également proposée, pour être sûr que tous le monde paie, surtout les plus précaires !



La crise, c'est eux ! Qui la paye ? C'est nous... Ça suffit !

La classe dirigeante n'a pas peur de la provocation. Woerth magouille avec Bettencourt pendant qu'il nous explique qu'il faut travailler plus longtemps. Les patrons cassent nos conditions de travail et bloquent nos salaires, alors que les profits explosent pour les grosses entreprises. Le gouvernement nous explique qu'il faut nous serrer la ceinture avec ce nouveau rapport alors qu'il a déboursé des milliards d'euros pour sauver les banques. Nous refusons de payer la dette qu'ils ont créée en volant au secours des banques et des entreprises. Les richesses existent ! Une partie du produit de notre travail, manuel ou intellectuel, nous est chaque année volée à hauteur de 170 milliards d'euros ! Récupérons cette argent !

Le capitalisme est en crise... Renversons-le !

C'est à la racine du problème qu'il faut nous attaquer. Car la crise n'est pas un accident de parcours. C'est le résultat du fonctionnement du capitalisme. Un système fondé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une minorité. Un système qui nous met en concurrence à l'échelle mondiale et qui pille les richesses de la planète et des peuples. Le problème ce ne sont pas les jeunes ou les immigrés, c'est le système. Nous pensons qu'il faut rompre avec le capitalisme en ne comptant dès maintenant que sur nos propres forces. Pour rendre crédible un changement radical de société, nous avons besoin d'être des millions, d'être la majorité de la population à agir et à lutter pour cette perspective. Lutter aujourd'hui pour le retrait de la réforme des retraites, pour construire la grève générale c'est aussi aller dans le sens d'une rupture d'ampleur avec cette société. C'est remettre en question le pouvoir d'une minorité d'exploiteurs de décider du sort de l'immense majorité d'entre nous. C'est changer le monde !

Damien (Lille)



ABONNEZ-VOUS !

à Tout est à nous !



28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011** **DANS LE SUD DE LA FRANCE**